

Politique

David Clarinval présente (enfin) ses excuses: «La diversité est un atout pour notre société» mais...

Jonas Marko

06-9-2025, 19:08 • Mise à jour le 06-9-2025, 19:10 • 2 min de lecture

Le Vif, 6.11.25 « En rhétorique politique, l'utilisation d'un « mais » dans une tirade s'appelle « une fausse concession ou concession apparente » »

⇒ ce qui devient pensable ou acceptable dans l'espace public. Le Vlaams Belang ne s'y est pas trompé, remerciant le ministre d'avoir adopté son propre cadre d'interprétation, lui conférant ainsi une légitimité et un écho nouveaux. Ce qu'a salué le Vlaams Belang, c'est le ralliement du MR à une vision ethno-nationaliste de la société, l'estompement de la frontière symbolique entre les deux partis et la diffusion de ces idées par un grand parti francophone. Ces déclarations de sympathie ne sont pas unilatérales. En mars, Rudy Aernoudt, le nouveau chef de cabinet du président du MR, n'avait pas hésité à faire une déclaration publique qui blanchissait le Vlaams Belang de tout soupçon de racisme et qui remettait en cause le cordon sanitaire : « J'entretiens de bonnes relations avec certaines personnes au sein du



Kurt Moons (VB) : « Je tiens à vous remercier de porter ces positions importantes du Vlaams Belang à l'attention du public, y compris dans les médias francophones »

CRÉDITS : IMAGES RÉALISÉES AVEC L'AIDE D'UNE AI CC BY-SA

Vlaams Belang. Tom Van Grieken m'a d'ailleurs félicité pour ma nomination au sein du MR. Pour moi, les choses sont claires : si un parti est autorisé à se présenter aux élections, c'est qu'il n'est pas raciste. Je suis donc

UNE **TRUMPISATION** À LA SAUCE BELGE

Logocratie, « père strict », glissement vers l'extrême droite : trois clés pour lire deux séquences politico-médiatiques révélatrices d'un basculement.

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Des syndicats, accusés à tort par le ministre de l'Emploi de « désinformer massivement », puis les chômeurs exclus présentés par ce même ministre comme majoritairement « pas Belges en réalité » (*sic*). Cette « affaire Zanin » (*Lire p. 5*) et la controverse sur les exclus du chômage « d'origine étrangère » (*Lire p. 16*), qui ont fait l'actualité en Belgique francophone à la fin du mois d'octobre, relèvent-elles du registre de l'anecdote médiatique ? Ou disent-elles quelque chose de plus profond sur l'évolution de notre système politico-médiatique ? L'analyse des points communs entre ces deux séquences montre que, dans les deux cas, des mécanismes similaires sont à l'œuvre : la production de *fake news* par le gouvernement ou accréditées par celui-ci, leur diffusion dans des médias de presse, la mise en scène de boucs émissaires, l'affaiblissement des contre-pouvoirs et le déplacement du débat du social vers le soupçon, la faute et la

sanction. Ce sont là des signaux forts d'un régime de fonctionnement politique et médiatique en train de basculer. Pour penser la nature de cette transformation, trois clés de lecture peuvent être proposées : tout d'abord, le concept de logocratie proposé par Clément Viktorovitch ; ensuite les notions de cadres moraux et cognitifs du « père strict » élaborées par George Lakoff ; enfin l'idée d'un glissement *trumpiste* vers l'extrême droite d'une partie de la droite dite « classique », perceptible dans les discours comme dans les pratiques.

Un gouvernement par les *fake news*

À partir de la mise à plat de ces deux séquences politico-médiatiques et des débats à la Chambre auxquels elles ont donné lieu (*Lire p. 11 et p. 25*), il est possible d'identifier une série de points communs interpellants, qui en éclairent le sens.

opposé au cordon sanitaire et n'ai aucun problème à dialoguer avec ses représentants ».

(2) Un raisonnement largement partagé par Georges Louis Bouchez : « y a-t-il quoi que ce soit, dans le discours de Jordan Bardella du Rassemblement national en France, qui soit interdit par la loi ? Si ce n'est pas le cas, alors cela a sa place dans le débat public. Même si c'est parfois excessif ou caricatural. [...] pour le Français moyen, il n'y a qu'un seul candidat avec une ligne politique claire, c'est Bardella. » (3).

Les médias n'ont pas vu ou n'ont pas voulu mettre en avant le fond du débat, manifesté par la réaction du Vlaams Belang. Celle-ci ne porte pas tant sur l'intention de mentir de M. Clarinval, sur le caractère délibéré de sa confusion entre nationalité et origine (même si, pour nous, aucun doute raisonnable n'est possible à ce sujet). Le point décisif est que le chef de file MR au sein du gouvernement fédéral et son président de parti ont choisi de transformer le débat sur la Sécurité sociale en un débat sur les origines, d'associer le chômage à l'immigration et l'immigration à la fraude. Le MR a réussi son coup. Contraire-

Ce qu'a salué le Vlaams Belang, c'est le ralliement du MR à une vision ethnocentrique

ment à ce que M. Ducarme a prétendu, le démenti final - par le ministre lui-même - de l'affirmation fausse de M. Clarinval ne change pas fondamentalement son impact. Vraie ou fausse, l'affirmation a déplacé le débat public sur le terrain identitaire et a conféré un droit de cité politique aux affects racistes.

« Toute personne qui traitera le MR de raciste, de nazi ou d'extrême droite sera poursuivie en justice » a déclaré son président en juin 2025. Les grands médias sont-ils intimidés ? Les convergences entre le MR et le VB ne méritent-elles pas d'être questionnées sur des bases objectives ? Il y a un éléphant dans la pièce. Si pas un loup. □

(1) La Chambre, séance plénière du 6 novembre 2025, compte-rendu intégral, CRIV 56 Plen 070.

(2) De Standaard, 24.03.25

(3) Jan-Fredrik Abeloos, Bart Dobbelaere, interview de Georges-Louis Bouchez : « Devenir Premier ministre ? Mon ambition va bien au-delà. Je veux laisser une trace »; De Standaard, 12.12.25

1. Les faits sur lesquels elles se basent se sont rapidement avérés totalement faux.

2. Bien qu'ils aient été faux, ils ont néanmoins été largement tenus pour vrais et diffusés, sur les réseaux sociaux comme par des organes de presse, qui n'ont pas recoupé les informations avant publication. On peut repérer une série de médias qui ont été particulièrement peu déontologiques : le groupe Sudmedia, Bel-RTL, Vivacité-C'est vous qui le dites (RTBF). Si une partie de la presse a fait un travail d'établissement de l'information et de décryptage, une autre s'est complue à servir de caisse de résonance aux réseaux sociaux ainsi qu'aux déclarations ministérielles.

3. Le ministre de l'Emploi, David Clarinval (MR), loin d'apporter des corrections aux affirmations fausses, les a accréditées et diffusées, quand il ne les a pas lui-même émises.

4. Le président du MR, Georges Louis-Bouchez, a lui aussi joué un rôle important dans la diffusion de ces fake news stigmatisantes.

5. À chaque fois, ces fausses informations se basaient sur un fait réel : une campagne d'information syndicale dûment réalisée vis-à-vis des chômeurs menacés d'exclusion, des informations sur le profil des personnes qui seront exclues, demandées par une députée de l'opposition. Mais ces faits ont servi à greffer et diffuser une interprétation erronée qui en détournait le sens.



Fake news à la belge (2025). Une partie de la presse belge a servi de caisse de résonance aux réseaux sociaux et aux déclarations ministérielles, sans travail de vérification.

IMAGE RÉALISÉE AVEC L'AIDE D'UNE AI CC BY-SA

6. Une fois la fake news éventée, le ministre, chef de file du MR au sein du gouvernement, n'a émis aucune excuse pour l'avoir répandue et accréditée, ou seulement des (tardives) demi-excuses. Au contraire, le ministre s'est à chaque fois présenté comme une victime des personnes qui dénonçaient sa diffusion de fausses informations.



Manifestation aux États-Unis contre la prolifération des Fake news (2017). La chaîne de télé Fox News, partenaire médiatique de Trump, est pointée comme le symbole de désinformation organisée.

CRÉDIT : WIKI COMMONS - CODY WILLIAMS CC BY 2.0

⇒ 7. Le rôle du Parlement a été extrêmement limité. Le ministre a certes été interpellé, mais il n'a jamais répondu aux questions précises qui lui étaient posées. L'enceinte parlementaire, tout comme la question écrite de la députée, ont été instrumentalisées par lui. Au lieu de répondre et de rendre des comptes, le ministre s'est servi du Parlement comme d'une tribune pour dérouler son propre narratif, sans accepter la confrontation aux faits.

8. Le ministre Clarinval a détourné de son sens tout ce qu'il touchait : l'Autorité de protection des données, qu'il a saisie uniquement pour s'en prévaloir et fustiger les syndicats ; la procédure parlementaire et la question écrite de Mme Thémont ; les chiffres que lui a communiqués la Banque Carrefour, établis pour lutter contre des discriminations, qu'il a travestis et retournés pour stigmatiser. Plus globalement, c'est sa fonction de ministre elle-même, censée être garante d'une certaine objectivité administrative, qu'il a détournée pour donner du crédit à de fausses nouvelles.

9. In fine, la diffusion de l'information correcte et celle des démentis ont été beaucoup plus faibles que celle des informations fausses et calomnieuses. Même chez une partie des personnes à qui l'information correcte est parvenue, la calomnie a instillé un soupçon de doute ou de disqualification. D'autant plus que le ministre de l'Emploi n'a donné à la reconnaissance des faits qu'une adhésion ambiguë limitée, bien loin d'assumer un démenti formel des calomnies proférées.

10. La connaissance du caractère contrefactuel de la première *fake news* à laquelle le ministre et certains médias se sont associés ne les a pas dissuadés d'immédiatement récidiver, encore plus fort. Comme s'il s'agissait de dérouler un plan de communication de stigmatisation des chômeurs exclus et des organisations qui les défendent, indépendamment de la réalité ou de la fausseté des informations alléguées.

Une dérive illibérale

Ces points communs montrent que ces deux affaires ne relèvent pas d'une simple succession de gaffes, mais de processus politico-médiatiques auxquels plusieurs acteurs prennent part et qui s'inscrivent en porte-à-faux avec le fonctionnement d'une démocratie représentative libérale.

Dans une démocratie libérale, la stigmatisation de citoyens selon leurs prétendues « origines » n'a pas sa place. Les citoyens et les citoyennes (qui sont, notamment à travers leurs votes, à la base de la légitimité des lois et du pouvoir d'État) peuvent se faire une opinion politique éclairée à travers une presse libre, pluraliste, sur la base d'informations établies conformément à la déontologie journalistique. Le gouvernement est contrôlé par le Parlement, devant lequel il rend des comptes. Les corps intermédiaires, les syndicats, les associations, jouent un rôle de contre-pouvoirs qui est reconnu par le gouvernement comme légitime et faisant partie de la démocratie elle-même. Tous ces principes semblent avoir été méthodiquement ignorés, si pas ouvertement foulés aux pieds. Ceux-ci figurent toujours aux frontons de nos institutions, mais dans les séquences étudiées ils semblent de moins en moins appliqués, ou avoir été vidés de leur substance.



Logocratie : manière de gouverner où le mensonge semble devenir la norme décomplexée.
(Viktorovitch, 2025).

Logocratie

Quel type de transformation du système politique et médiatique sommes-nous en train de voir s'installer ? La façon dont le ministre Clarinval, dont la fonction devrait être le gage d'une certaine objectivité, diffuse et produit des *fake news* constitue un indice de *trumpisation* et une piste pour comprendre ce qui se produit. Dans son dernier livre, le politologue Clément Viktorovitch forge le concept de « logocratie » pour désigner une nouvelle forme de dégénérescence de régimes démocratiques, dont le *trumpisme* serait emblématique : « si les responsables politiques ont toujours menti, il leur a fallu longtemps être prêts à en payer le prix. Au sein des démocraties représentatives, le mensonge était un dernier recours, celui auquel on ne se résolvait qu'afin de dissimuler une réalité trop accablante pour pouvoir être assumée. Malheur à qui se faisait prendre : l'opprobre s'abattait sur le faussaire. Richard Nixon emporté par le

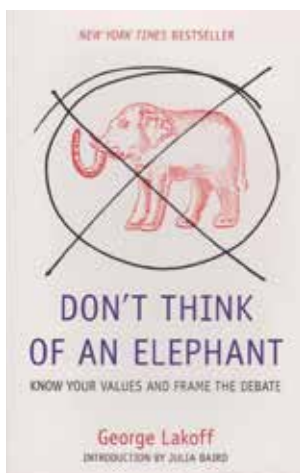
« Les citoyens semblent submergés par le flot d'informations trompeuses »

Watergate, Bill Clinton fragilisé par l'affaire Monica Lewinsky, [...] : le mensonge politique, s'il était découvert, entraînait une sanction sévère. Il semble toutefois que les choses aient changé. Depuis plusieurs années, en de nombreux endroits du globe, nous assistons à une multiplication vertigineuse de ce qu'il faut bien se résoudre à appeler des mensonges gouvernementaux : non des approximations trompeuses ni des dissimulations honteuses, mais bien des contrevérités assumées. [...] Les faits eux-mêmes se voient contredits les yeux dans les yeux, comme si la parole officielle avait désormais plus de poids que le réel lui-même. Le mensonge se banalise. [...] Les affabulations ont beau être répétées, réfutées, dénoncées, [les gouvernants] ne semblent jamais devoir réellement en être accablés. [...] Une telle manière de gouverner, où le mensonge tient lieu de communication dans une volonté assumée de contraindre la formation du jugement des citoyens, où le pouvoir n'est plus exercé par le peuple mais par ceux qui se sont emparés de la parole, mérite un nom [...] nous l'appellerons logocratie » (1). Plus précisément, l'auteur définit la logocratie comme « une pratique du pouvoir dans laquelle le peuple se voit entravé dans sa capacité à se forger un jugement par ceux qui, s'étant emparés de la parole officielle, ont également acquis et se résolvent à utiliser le pouvoir d'imposer leurs mots contre le réel ». (2)

Selon Viktorovitch, un tournant s'est produit en 2016 avec la première élection de Donald Trump à la présidence américaine et le référendum britannique sur le Brexit : « d'exception honteuse, le mensonge a soudain semblé devenir la norme décomplexée ». L'émergence de ce type de pathologie de la démocratie serait, selon lui, à mettre en lien avec le développement des réseaux sociaux et avec leurs algorithmes qui connectent les utilisateurs au sein de « chambres d'échos », créent des mondes numériques cohérents et relient entre eux des individus aux opinions semblables se renforçant mutuellement dans celles-ci.

« Inonder la zone »

Il s'ensuit une fragmentation de l'espace public, favorable au développement de la logocratie : « Tout à la fois hyper-conflictuel et hypo-contradictoire, notre débat public s'en trouve la proie des mensonges. Les politiques qui les énoncent sont à la fois certains de se voir réfutés, et assurés que leurs partisans ne seront pas perméables à la réfutation. En 2018, aux États-Unis, seuls 5 % des électeurs démocrates estimaient que Donald Trump disait « la plupart du temps » ou « tout le temps » la vérité. Aucune surprise : il est en effet un menteur invétéré. Chez les électeurs républicains, ce chiffre n'en grimpait pas moins à 76 %. C'est bien la post-vérité, rendue possible par les mutations de l'espace public à l'heure du numérique, qui explique que les mensonges aient pu à ce point proliférer. Pire : une étude a



Lakoff : "Don't think of an Elephant - Know your values and frame the debate" (2004). On ne gagne pas en barrant le symbole de l'adversaire, mais en imposant le sien. Les mots de l'adversaire diffusent son cadre mental (frame).

Le démenti ne déconstruit pas le cadrage

démontré que les informations fantaisistes, parce qu'elles ont tendance à susciter des émotions vives, se propagent six fois plus rapidement que les affirmations fondées. Non seulement la malhonnêteté n'est plus réprouvée, mais elle se voit même récompensée ». (3) Tout cela tend à construire dans la population un état d'indifférence à la vérité : « les citoyens submergés par le flot d'affirmations trompeuses n'ont plus la capacité de réagir à chacune d'entre elles. La fatigue s'installe puis la résignation. [...] la frontière entre l'acceptation et le rejet d'une proposition s'est déplacée : elle ne sépare plus ce que l'on considère comme vrai de ce que l'on considère comme faux, mais ce qui nous plaît, nous arrange, nous conforte de ce qui nous déplaît, nous dérange, nous menace ». (4)

Dès 2019, Steve Bannon, ex-conseiller stratégique de Trump, expliquait la stratégie de création d'un chaos informationnel qui neutralise la presse en tant que contre-pouvoir : « le parti d'opposition, ce sont les médias. Et les médias, parce qu'ils sont stupides et paresseux, ne peuvent

se concentrer que sur une seule chose à la fois. Et la seule chose sur laquelle ils se concentrent, c'est la course électorale [...] Tout ce que nous avons à faire, c'est inonder la zone. Chaque jour, on leur balance trois sujets. Ils mordront à l'un des trois, et nous, nous ferons passer tout le reste : bang, bang, bang. Ils ne s'en remettront jamais. Mais il faut commencer par la vitesse initiale. Il faut commencer fort, frapper, frapper... ». (5) De ce point de vue, la façon dont,

dans les cas analysés, le ministre Clarinval, secondé par son président de parti, a propagé et construit des « faits alternatifs » apparaît donc non comme une succession de dérapages malheureux mais bien comme l'expression d'une nouvelle manière, *trumpiste*, de remodeler le débat public ainsi que la manière de faire de la politique, dans un contexte profondément modifié par

les réseaux sociaux.

La nation-famille et le modèle du « père strict »

Un autre angle d'analyse sur la transformation en cours est donné par le sociologue Gérard Piroton, qui a récemment appliqué les théories du linguiste américain George Lakoff à la compréhension du débat sur la réforme du chômage en Belgique. Selon celui-ci, notre compréhension du réel est structurée par des métaphores, qui orientent notre façon de percevoir et de penser. Aujourd'hui, aux États-Unis, ce serait la métaphore de la nation comme famille qui serait mobilisée par les individus pour appréhender les questions politiques. Dans le cadre de cette métaphore, la compétition politique s'organiserait en référence à deux modèles familiaux. Celui du « père strict » promu par les conservateurs et celui de la « famille nurturante/altruiste ». (Lire l'encadré p. 34.) Cette référence apporte sa part



G-L. Bouchez à la Chambre, le 11.12.25, sur la stratégie de sécurité nationale américaine. Réaction de Rajae Marouane : « Le président du MR reçoit une standing ovation du Vlaams Belang, ça se passe de commentaire ».

CRÉDITS : IMAGES RÉALISÉES AVEC L'AIDE D'UNE IA CC BY-SA

⇒ d'intelligibilité aux séquences politico-médiatiques étudiées. Le positionnement et les déclarations de David Clarinval peuvent, en effet, être lus comme une mobilisation de ce modèle. Tout comme il fonctionne pour Trump, qui ne supporte pas la contradiction, veut « rendre sa grandeur à l'Amérique » en coupant les aides sociales, en écrasant les corps intermédiaires et en chassant les personnes désignées comme « étrangères ».

Pirotton et Lakoff nous donnent la possibilité de prendre conscience que le ministre Clarinval a endossé un rôle de père autoritaire qui discipline sa famille/nation pour « la protéger ».

L'extrême droite a intégré le MR

Il remet de l'ordre, punit, exclut les chômeurs « non méritants », confronte les organisations, comme les syndicats, qui contestent son autorité et s'opposent à sa discipline. Il interroge l'origine de chômeurs exclus, lie cette origine à une possible fraude et sous-entend que la solidarité de la nation-famille doit être réservée à ses « vrais » membres en rejetant les intrus. L'hypothèse de Lakoff éclaire également pourquoi les déclarations de Clarinval restent politiquement performatives même si elles donnent lieu à des démentis factuels. Si ce qui compte, pour emporter l'adhésion politique, ce ne sont pas les faits mais l'activation répétée par les individus de cadrages de compréhension qui s'intègrent dans l'un des modèles d'interprétation de la nation comme famille, alors le démenti du fait ne déconstruit pas ce cadrage, qui se retrouve réactivé dans sa négation. Par exemple, reconnaître qu'il n'y a pas de preuve que telle catégorie de personnes fraude plus qu'une autre, ce n'est pas ne rien dire. C'est déjà induire l'idée que cette catégorie d'origine de personnes pourrait abuser, qu'il faut penser en termes de contrôles, de catégories d'origine et d'abus, c'est-à-dire induire le fait d'adhérer au modèle politique du « père strict ».

Un glissement vers l'extrême droite

Si la *trumpisation* du parti républicain aux États-Unis est la plus notoire (allant jusqu'aux saluts nazis de Bannon et de Musk), les rapprochements ou les évolutions vers l'extrême droite de partis de droite « classique » se sont multipliés ces dernières années.

L'idée d'un « cordon sanitaire » ou d'un « front républicain » vis-à-vis de l'extrême droite est de plus en plus abandonnée par les partis de droite traditionnels. En France, par exemple, les indices d'un rapprochement entre les Républicains et le Rassemblement

LAKOFF : « PÈRE STRICT » VS « FAMILLE NUTURANTE »

Dans un article écrit en 2024, le sociologue Gérard Pirotton applique les idées et concepts du linguiste américain George Lakoff pour décrypter les schémas cognitifs qui structurent le débat sur l'assurance chômage en Belgique. D'abord, l'idée que la pensée approche essentiellement le réel à travers des métaphores qui structurent la capacité de compréhension. Ensuite, celle selon laquelle, dans la société américaine contemporaine, la métaphore utilisée pour penser une matière abstraite comme la politique est celle de la nation comme famille. Selon cette hypothèse, chacun.e se rapporterait à la métaphore du modèle familial – qui renvoie à une expérience vécue – pour comprendre les enjeux collectifs. Cette métaphore servirait à articuler des projets politiques selon deux formes typiques et

concurrentes : le modèle du « père strict » *versus* celui de la « famille nuturante/altruiste ».

Punir pour émanciper

Dans le modèle du « père strict », cela donne : « Le monde autour de la famille est dangereux. Le rôle du père est de protéger sa famille. [...] Or, les enfants sont spontanément guidés par la recherche de ce qui leur fait plaisir. Le père, qui connaît cette différence, doit l'inculquer aux enfants, y compris par des châtiements corporels, proportionnés à la faute. Si l'on peut montrer de la reconnaissance aux enfants lorsqu'ils respectent les règles, il ne faut toutefois pas les dorloter, de peur qu'ils ne deviennent gâtés. Un enfant gâté serait dépendant toute sa vie. [...] La prospérité découle de cette discipline

acquise ». (1)

L'alternative serait le modèle du parent nuturant/altruiste : « les adultes (ou l'adulte) qui ont en charge la responsabilité des enfants sont empathiques, bienveillants, protecteurs. L'expérience fondatrice qui est vécue est celle d'être pris en charge et soigné, de voir ses désirs satisfaits au sein d'interactions affectives, d'être encouragé.e à vivre aussi heureux que possible et de trouver du sens dans des interactions mutuelles et une attention bienveillante. Les enfants deviennent responsables, autodisciplinés et autonomes lorsqu'on s'occupe d'eux, lorsqu'on les respecte et qu'eux-mêmes prennent soin des autres. Chacun.e est invité.e à s'épanouir, dans le respect de la liberté et des besoins des autres, et à veiller à la justice entre eux. [...] Au-

Le MR et son ministre luttant contre les « ennemis intérieurs »

national se multiplient. En Belgique, la N-VA, qui n'a jamais adhéré au principe du cordon sanitaire vis-à-vis du Vlaams Belang, siège, au Parlement européen, dans le même groupe politique que Fratelli d'Italia, le parti de Giorgia Meloni, ou que la liste du parti d'Eric Zemmour et sa députée, Mme Marion Maréchal Le Pen. Du côté belge francophone, où l'extrême droite n'avait jusqu'ici pas réussi à se doter d'un grand parti, l'évolution du MR, et notamment son intégration d'ancien militants du groupuscule « Chez nous », soulève de lourdes questions. À la fin du mois d'août, le journaliste Alain Gerlache (ancien porte-parole de Guy Verhofstadt) déclarait, à propos du président du MR, qu'il avait pensé « que ses propositions radicales étaient tactiques, pour séduire l'électorat d'extrême droite. Mais ce sont ses propres convictions. Bouchez est d'extrême droite (« radicaal rechts ») ». (6) Le politiste François Debras (ULG) estimait, début septembre, que : « le MR n'est pas un parti d'extrême droite, mais l'extrême droite a intégré le MR. Des membres et des discours d'extrême droite y sont présents ». (7) Le président du PS est revenu sur ce sujet quelques jours plus tard, dans les colonnes du Soir : « Un parti qui accueille des militants venant de l'extrême droite, organise des débats avec des institutions ou des personnalités proches de l'extrême droite, relaie des comptes de la fachosphère sur ses réseaux sociaux... Je suis désolé, mais ça commence à faire beaucoup. [...] Giorgia Meloni est d'extrême droite ; or, si vous comparez ses propos avec ceux du président du

tour de la famille, le monde extérieur présente certes des dangers, donc il faut protéger les enfants. Ce monde extérieur est perfectible. Chacun.e est invité.e à faire de son mieux, d'abord au sein de la famille, ensuite à l'extérieur : chacun.e est invité.e à prendre part peu à peu à la vie de la communauté ».

S'agissant de la réforme de l'assurance chômage en Belgique, G. Pirotton schématise comme suit l'application de ces modèles familiaux : « le paiement inconditionnel des allocations de chômage revient à « dorloter » des gens qui sont incapables de se débrouiller par eux-mêmes et de gravir, par leurs propres efforts, les échelons de l'échelle sociale. Au contraire, ce qu'il s'agit d'encourager, dans le chef des chômeurs et chômeuses, c'est la recherche active d'emploi et la

volonté de mettre ces compétences à niveau. On le voit, il s'agit de mériter ses allocations. Inversement, les personnes qui ne se comportent pas ainsi n'ont qu'à s'en prendre à elles-mêmes. [...] La logique punition/récompense, typique du modèle du père strict, fonde bien l'esprit de cette proposition ». À l'inverse, l'auteur relève que « depuis le modèle de la famille nuturante, cette même situation sera conçue de manière toute différente. Les autorités publiques ont ici la responsabilité de ne laisser personne dans le besoin. Les personnes en difficulté doivent être soutenues et c'est la responsabilité des pouvoirs publics d'y veiller. Les programmes sociaux sont des investissements dont toutes et tous profiteront, puisque chacun.e sera ainsi accompagné.e pour prendre sa place et contribuer au bien commun, dans la mesure de ses possibilités ».

Selon Lakoff et Pirotton – qui reprend cette grille de lecture et l'applique à la question de la réforme du chômage, sous la déclinaison de l'idée « d'emplois de base » de Vooruit (2) dans son article – le combat politique s'articulerait en bonne partie à partir de la mobilisation de ces deux schèmes de morale familiale, avec pour enjeu de favoriser la diffusion et l'usage du cadre de compréhension favorable à l'objectif politique poursuivi.

(1) Gérard Pirotton, « « Une balle dans le pied gauche... ou le droit » : Face au désarroi démocratique, à gauche comme à droite, l'urgence d'une réflexion concertée », Etopia, 2024, en ligne etopia.be. Voir aussi Erkes, Pirotton et alii, « Faire front – Contre la trumpisation des esprits », 2025.

(2) Arnaud Lismond-Mertes, « Le 1er mai anti-chômeurs de Vooruit », Ensemble ! n°113, juillet 2023.



G-L. Bouchez,
16.12.25.
« Dîner chez
l'ambassadeur
des États Unis.
Les États-unis et
l'Europe sont
des alliés naturels
et historiques ».

MR, ils sont parfaitement alignés sur la plupart des sujets. Sur la xénophobie, l'atlantisme et le soutien indéfectible à Israël, la critique de l'assistanat, des pauvres, des chômeurs qui profitent du système, des faux malades... Des thèmes portés par l'extrême droite au départ et qui se sont banalisés à droite plus largement. [...] Le cœur du problème n'est pas tant que la frontière entre l'extrême droite, qui a changé, et les partis de droite, qui eux aussi ont changé, est devenue



Dog whistle. Les « sifflets à chiens » (ultra-sonic dog whistle) sont audibles pour ces animaux, mais pas pour les humains. L'expression désigne les discours politiques à double fond qui activent des préjugés raciaux tout en restant publiquement « déniaables ».

⇒ si ténue que parfois elle n'existe plus, mais bien que les idées d'extrême droite, du coup, se diffusent largement, se banalisent. On injurie des syndicalistes, on se moque de cinéastes et d'opérateurs culturels, on crie sur des journalistes, on menace les médias de service public... Ce sont des dérives typiques de l'extrême droite, c'est très préoccupant. ». (8) (Lire aussi p. 40.)

Nativisme, autoritarisme et populisme

Les deux séquences médiatico-politiques analysées s'inscrivent-elles dans cette grille de lecture ? Elles entrent, à tout le moins, en résonance avec plusieurs

Ne pas les dorloter de peur qu'ils deviennent gâtés

caractéristiques des mouvements d'extrême droite : le nativisme, l'autoritarisme et le populisme. C'est manifeste pour la question du « nativisme », c'est-à-dire l'idée que l'État doit appartenir (politiquement, culturellement, socialement) aux « natifs », et que les éléments « non natifs » menacent la nation homogène. Cette logique sous-tend la déclaration sur les chômeurs exclus « majoritairement pas d'origine belge », « pas Belges en réalité » et sur le lien entre cette origine et des suspicions de fraude. Quant au *bashing* des organisations syndicales, accusées sans aucun fondement de mener une campagne de « désinformation massive », il peut être rattaché à la dimension populiste de l'extrême droite, qui postule que le « vrai peuple » est homogène et victime des manipulations d'une élite, ici les organisations syndicales. L'insistance mise sur les prétendus « abus », sur la nécessité de contrôler, de sanctionner, de restreindre les droits des individus peut être rattachée à la dimension autoritariste de l'extrême droite. Tout comme la stigmatisation du contre-pouvoir que sont les organisations syndicales ou le mépris pour le Parlement (absence de réponse aux questions de l'opposition, détournement pervers des questions et de la procédure) dont le ministre a témoigné. À travers ses sorties médiatiques, le MR a promu l'idée que les victimes de la réforme du chômage sont

DES « REINES DES ALLOCS » AU « NOUS CONTRE EUX »

Robrecht Vanderbeeken, co-auteur de « Debatfiches van de Vlaamse elite » (EPO, 2022), décrit la technique du *dog whistle* (sifflet à chiens) et la façon dont elle prépare le terrain pour les discours ouvertement racistes : « Les « sifflets à chiens » sont une astuce rhétorique qui a connu un essor particulier aux États-Unis dans les années 1970. Dans ce pays, après une décennie de combats actifs pendant les années 1960, le racisme frontal était devenu politiquement inacceptable. Rappelons aussi que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les élites de ce pays avaient dû faire beaucoup de concessions au niveau des politiques sociales. Pour rétablir l'équilibre des forces en leur faveur, les Républicains ont commencé à distiller discrètement au sein des populations blanches l'idée que les Noirs bénéficiaient de toutes sortes d'avantages. Il s'agissait tout

simplement de diviser pour mieux régner. Par exemple, Ronald Reagan s'est mis à parler dans ses discours de campagne de la « Reine des allocs » (*welfare queen*) se pavanant en Cadillac. Il visait subrepticement les femmes afro-américaines vivant de l'aide sociale et qu'il désignait à la vindicte blanche comme des « assistées » vivant confortablement. Pourtant, aux États-Unis, comme dans notre pays d'ailleurs, on constate que ce sont surtout les minorités et les migrants qui font les travaux pénibles et mal payés, hier comme aujourd'hui. Avec l'arrivée de Trump au pouvoir en 2017, il a semblé que le moment était venu d'abandonner ce racisme caché au profit d'un racisme ouvert. Au cours du printemps 2021, alors que la tentative de prise du Capitole venait de se terminer et que la Flandre était sous le charme du terroriste nationaliste flamand Jürgen

Conings, le président du Vlaams Belang a lui aussi pensé que ce moment était venu. Dans le journal économique *De Tijd*, Tom Van Grieken a ainsi affirmé que l'Europe devait rester majoritairement « blanche et chrétienne ». Au même moment, son collègue de parti Filip De Winter a affirmé vouloir donner des conférences dans les universités flamandes sur le « grand remplacement ». Cela montre à nouveau clairement ce que ce parti entend par « notre » peuple et « notre » Flandre. Ce qui est pénible avec le nationalisme flamand, c'est donc qu'il utilise l'identité flamande, le drapeau flamand, comme un grand « sifflet à chiens ». En fin de compte, le message adressé à la base de ses supporters est le suivant : « nous » contre « eux ». [...] » (1).

(1) Entretien avec Robrecht Vanderbeeken, avec Sabine Beaucamp et Olivier Starquit, *Agir par la culture*, 21.12.2022.

« Français de papiers » : Valérie Pécresse reprend le refrain de l'extrême droite
La candidate LR à l'élection présidentielle 2022 a utilisé cette formule des milieux nationalistes qui distingue les « Français de souche » et ceux d'origine étrangère.

Par Ismaïl Trippenbach
Publié le 14 février 2022 à 21h06, modifié le 16 février 2022 à 10h29 - © Lecture 3 min.

2022. Valérie Pécresse, candidate des Républicains à l'élection présidentielle utilise l'expression « Français de papiers » dans sa campagne électorale. Un boulevard pour l'extrême droite et un pas vers celle-ci.

en fait des coupables (fainéantes, pas vraiment Belges, sans doute fraudeuses...) qu'il convenait de punir, tandis que ceux qui les défendent, comme les organisations syndicales, seraient en fait des manipulateurs. Le MR et son ministre assumant, eux, la lourde tâche de lutter contre les « ennemis intérieurs » du peuple : les paresseux, les étrangers, les faibles, les organisations syndicales, etc. Les remerciements adressés par le Vlaams Belang au ministre Clarinval (*Lire* p. 25) ont donc bien des raisons d'être fondés et sincères. Analysant plus globalement les positionnements du président du MR dans le *Standaard*, Fouad Gandoul arrive au même constat : « Bouchez banalise toutes les formes de rhétorique antidémocratique. Si l'on prend un peu de recul et que l'on applique les critères définis par le politologue néerlandais Cas Mudde pour caractériser le populisme de droite radicale, Bouchez coche désormais toutes les cases : le nativisme (« l'identité » et « la tradition » érigées en armes), l'autoritarisme (fermeté, durcissement des peines) et le populisme (la sortie sur les « bobos » et le dénigrement des juges et des élites). [...] la trace qu'il dessine n'est

pas celle d'un renouveau libéral : c'est la normalisation du répertoire de la droite radicale à partir du centre du pouvoir ». (9)

Ces dynamiques sont profondément préoccupantes. Elles signalent une dérive qui aligne progressivement notre espace politique de ce que le *trumpisme* a produit ailleurs : désaffiliation à la vérité, désignation de boucs émissaires, dégénérescence de la démocratie libérale, disqualification des contre-pouvoirs, démantèlement de l'État social... Y faire face ne peut se limiter à des réactions individuelles ou au coup par coup. Pour le mouvement social, pour les organisations, pour les contre-pouvoirs démocratiques, pour les citoyens et les citoyennes l'enjeu est désormais clair. Il faut dépasser l'état de sidération face au *trumpisme*. Il faut identifier et mettre en œuvre des stratégies de résistance globales, collectives et incisives. □

(1) Clément Viktorovitch, « Logocratie », *Seuil*, 2025, p. 9-13.

(2) *Idem*, p. 242.

(3) *Ibidem*, p. 83.

(4) *Ibidem*, p. 68-69.

(5) PBS, Frontline, Zero Tolerance, Interview Steve Bannon, 2019.

(6) Het Laatste Nieuws, 16.08.25

(7) LN24, 03.09.25.

(8) Paul Magnette : « L'extrême droite est en train de s'organiser au sein du MR, c'est incontestable », *Le Soir*, 04.10.25.

(9) « Bouchez vinkt alle vakjes van populistisch radicaal-rechts af », *De Standaard*, 14.12.25, traduit par Guilhem Lejeune pour Daardaar.Be

RÉSISTER À LA TRUMPISATION

Voir, juger, agir. Défendre fièrement l'État social et l'environnement, créer un large front social.

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

« Si l'on veut écrire, sur un état de choses mauvais, une vérité efficace, il faut l'écrire de façon telle qu'on puisse reconnaître ses causes et les reconnaître comme évitables. Si elles sont reconnues comme évitables, l'état de choses mauvais peut être combattu. » (Brecht, 1934). Ce que révèlent les deux séquences étudiées ci-avant, ce ne sont pas des dérapages médiatiques, mais un changement de régime du débat public, où le mensonge, la stigmatisation et la diversion identitaire deviennent des instruments ordinaires du pouvoir. Au-delà du constat, l'étude de ces deux séquences peut-elle

ouvrir des pistes de résistance au développement de ce courant *trumpiste* au sein de l'écosystème politico-médiatique belge francophone ?

Voir

Tout d'abord, le simple fait d'établir ce constat est déjà, en soi, un acte de résistance. Identifier et mieux comprendre les contours d'un problème, c'est se donner les moyens d'avoir prise sur celui-ci et, potentiellement, de le résoudre. Ce qui apparaît ici, ce sont des signes d'un glissement d'une formation politique de droite « clas-